



CONCEPT NOTE

Suivi des fonds pour les partenaires indispensables

Atelier, Paris, 6-7 novembre 2023

CONTEXTE

L'atelier vise à explorer les moyens d'améliorer et d'institutionnaliser le suivi des financements destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales¹, respectivement.

L'invisibilité des Peuples Autochtones dans les données et statistiques officielles reste un obstacle majeur à la compréhension et au traitement de leur situation. Lorsque des données ou des estimations existent, elles parlent haut et fort de la discrimination et de la marginalisation des Peuples Autochtones, mais indiquent également leur rôle crucial dans la réalisation du développement durable à l'échelle mondiale. Par exemple, les Peuples Autochtones représentent environ 6,2 % de la population mondiale, mais 18,7 % des personnes extrêmement pauvres². Dans le même temps, on estime que 36 % des forêts encore intactes dans le monde et au moins 24 % du carbone aérien des forêts tropicales³ se trouvent sur les territoires des Peuples Autochtones.

Les Peuples Autochtones et les communautés locales sont des partenaires indispensables à la réalisation de l'Agenda 2030, de l'Accord de Paris ainsi que du Cadre mondial pour la biodiversité. Cependant, les stratégies de financement correspondantes ne reflètent pas nécessairement leur rôle crucial. Bien qu'aucune donnée précise ne soit disponible, Rainforest Foundation Norway estime que le financement des droits fonciers et de la gestion forestière des Peuples Autochtones et des communautés locales s'est élevé à moins de 1 % de l'aide internationale au développement climatique entre 2011 et 2020⁴. Le contraste flagrant entre le rôle des Peuples Autochtones et des communautés locales en matière d'atténuation du changement climatique et leur accès extrêmement limité au financement a suscité l'attention du monde entier et, positivement, des actions.

Par exemple, le Fonds-cadre mondial pour la biodiversité (GBFF), récemment créé, consacra 20 % de ses ressources au soutien d'initiatives dirigées par des Peuples Autochtones en vue de protéger et

¹ Le terme "communautés locales" est utilisé ici en référence à l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique, qui concerne les communautés locales "*qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique*". Il est donc pertinent de suivre le financement de ces communautés, sans confondre les catégories distinctes que sont les communautés locales et les peuples autochtones.

² OIT, 2019 : 13 : *Mise en œuvre de la convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux : Vers un avenir inclusif, durable et juste*. Disponible [ici](#)

³ Voir les données du [Institut des ressources mondiales](#)

⁴ Rainforest Foundation Norway, 2021 : [En deçà des espérances](#)



de conserver la biodiversité. Il s'agit là d'une autre mesure incitative importante pour assurer un suivi adéquat des financements destinés aux Peuples Autochtones.

Les données disponibles montrent également que la plupart des fonds destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales sont acheminés par le biais de modalités de financement indirectes. Par exemple, seuls 7 % des fonds versés dans le cadre de l'engagement de 1,7 milliard de dollars US visant à faire progresser les droits fonciers et la gestion des forêts des Peuples Autochtones et des communautés locales sont allés directement à leurs organisations⁵. Les coûts de transaction liés aux modalités actuelles de financement indirect et la proportion des fonds qui atteignent les territoires des Peuples Autochtones et des communautés locales sont largement inconnus. Cependant, leurs organisations et leurs territoires restent sous-financés et les financements sont souvent imprévisibles, compétitifs et fragmentés.

Le suivi du financement par les donateurs est inégal et principalement lié à des initiatives et engagements spécifiques limités dans le temps. Cela limite le suivi intersectoriel global et la durabilité dans le temps. En outre, ce suivi est basé sur des systèmes de rapports individuels, ce qui rend la comparaison et l'agrégation des données difficiles et augmente les risques d'erreurs et d'interprétations diverses des concepts et des étiquettes. Dans le cas des communautés locales, l'absence de critères d'identification internationalement reconnus constitue un autre défi.

Un suivi plus systématique du financement des Peuples Autochtones et des communautés locales serait d'une importance cruciale :

- Informer le dialogue politique entre les Peuples Autochtones, les communautés locales, les États, les donateurs bilatéraux et philanthropiques, les agences des Nations unies, les institutions de financement du développement et les organisations de la société civile ;
- Renforcer la responsabilité et la coordination entre ces acteurs ;
- Informer et orienter les stratégies visant à atteindre les objectifs de développement durable, l'accord de Paris sur le changement climatique et le cadre mondial pour la biodiversité ;
- L'appréciation et l'évaluation des impacts sur le terrain, notamment en fonction des différentes modalités de financement ;
- Favoriser le changement de politique et orienter les flux de financement là où les besoins et les effets sont les plus urgents et les plus importants.

Synergies et efforts concertés

Pour combler le manque de données, il faudra une collaboration et des efforts concertés. Plusieurs organisations travaillent déjà dans ce domaine :

- Dans le cadre de la plateforme Shandia⁶, l'Alliance mondiale des collectivités territoriales (GATC) recueille des données sur les fonds destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales, y compris des informations fournies directement par les membres de la GATC. En outre, la GATC utilisera cette expérience pour documenter les défis et les bonnes pratiques en vue de définir une méthodologie réalisable pour améliorer le suivi et la collecte de données sur le financement ;

⁵ Groupe des financeurs de la tenure forestière [Rapport annuel 2021-2022](#)

⁶ Voir GATC [Shandia](#)



- La Rainforest Foundation Norway, en collaboration avec Indufor, est en train de mettre à jour l'analyse de l'aide internationale au développement climatique à partir de 2021-23 et a l'intention de rendre les données au niveau des projets, qu'elle récupère dans des bases de données accessibles au public, facilement accessibles au grand public ;
- L'International Funders for Indigenous Peoples (IFIP) a publié une étude sur les tendances en matière de financement philanthropique, y compris pour les femmes autochtones, et entreprend actuellement des recherches supplémentaires afin de compiler et d'analyser le financement des Peuples Autochtones⁷.

En outre, il existe des institutions dotées d'un mandat spécifique pour surveiller les flux de fonds provenant de donateurs bilatéraux et philanthropiques, d'agences des Nations unies, d'institutions de financement du développement et d'organisations de la société civile, qui pourraient potentiellement générer des données plus spécifiques sur le financement des Peuples Autochtones et des communautés locales. Il s'agit notamment de :

Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE), qui suit les flux de ressources pour le développement, notamment en définissant des normes de mesure internationales. Les statistiques de l'OCDE donnent un aperçu de la manière dont l'aide publique au développement (APD) est dépensée, mais incluent également des informations provenant de certaines des plus grandes fondations philanthropiques œuvrant pour le développement⁸. Les statistiques de l'OCDE comprennent des "marqueurs de politique" pour suivre l'inclusion d'objectifs politiques spécifiques, par exemple en ce qui concerne l'égalité des sexes, les personnes handicapées, la conservation de la biodiversité et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique⁹. Toutefois, il n'existe pas de marqueurs politiques spécifiques dans le système pour suivre le financement ciblant les Peuples Autochtones ou les communautés locales. L'inclusion d'un marqueur de politique sur les Peuples Autochtones est techniquement possible mais devrait être acceptée et approuvée par le groupe de travail du CAD sur les statistiques de financement du développement (WP-STAT).¹⁰ D'autres approches pour extraire des données des statistiques de l'OCDE pourraient inclure la recherche par mots clés ou l'utilisation d'outils de classification de texte avancés.

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) vise à accroître la transparence de l'APD et des financements privés en faveur des pays en développement. Plus de 1 500 organisations, dont des gouvernements donateurs, des institutions de financement du développement, des agences des Nations unies, des ONG, des fondations et des organisations du secteur privé, publient des informations sur leurs dépenses et leurs activités dans le cadre de l'IITA. Les marqueurs politiques de l'IITA sont alignés sur le CAD de l'OCDE et ne comprennent pas de marqueur pour les Peuples Autochtones ou les communautés locales. Le portail de données de l'IITA permet une recherche par mot, qui fournit des informations utiles sur les projets mentionnant explicitement le

⁷ Pour en savoir plus, consultez le site web de l'[L'IFIP](#)

⁸ Les statistiques de l'OCDE comprennent donc des données provenant à la fois des donateurs bilatéraux de la promesse de tenure forestière (Allemagne, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis) et de certaines des grandes organisations philanthropiques qui contribuent à cette promesse (Bezos Earth Fund, David and Lucile Packard Foundation, Ford Foundation, Gordon and Betty Moore Foundation et Oak Foundation).

⁹ <https://www.oecd.org/dac/environment-development/rioconventions.htm>

¹⁰ <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/wp-stat.htm>



terme "autochtone" dans leur description narrative¹¹. Cependant, les résultats de la recherche nécessitent un nettoyage et une analyse substantiels avant de produire des données agrégées qui peuvent informer le dialogue politique, les stratégies et la programmation.

En outre, le système des Nations unies est attentif au défi que représentent les données. Lors de sa session d'avril 2023, l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones a adressé au CAD de l'OCDE une recommandation spécifique concernant le suivi du financement :

"Pour renforcer la responsabilité en matière de financement des Peuples Autochtones, l'Instance permanente recommande que le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développements économiques intègre un marqueur de politique dans son système statistique de notification de l'aide au développement afin de faciliter le suivi des fonds alloués aux Peuples Autochtones dans tous les secteurs " (UNPFII, 2023, art. 93)¹².

Un suivi plus systématique des financements est également crucial pour le Groupe d'appui interorganisations des Nations unies sur les questions autochtones (IASG), qui œuvre à la mise en œuvre du Plan d'action à l'échelle du système (SWAP) sur les Peuples Autochtones¹³. Entre autres questions, le SWAP vise à garantir que les équipes de pays de l'ONU ont accès aux données pertinentes dans la préparation du Cadre de coopération pour le développement durable de l'ONU (UNSDCF) afin de fournir un soutien cohérent et efficace aux pays pour réaliser l'Agenda 2030, y compris pour les Peuples Autochtones.

L'atelier proposé, d'une durée de deux jours, vise à réunir les principales initiatives et institutions afin de discuter des défis, des expériences et des stratégies et efforts communs pour combler les lacunes actuelles en matière de données.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

L'objectif global de cette initiative est d'améliorer l'accès des Peuples Autochtones et des communautés locales aux financements qui étayent leur rôle de partenaires indispensables pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique, du Cadre mondial pour la biodiversité et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Plus précisément, l'atelier abordera les thèmes suivants

- Expériences des Peuples Autochtones, des communautés locales, des ONG, des donateurs et des organisations internationales en matière de suivi et de contrôle du financement des Peuples Autochtones et des communautés locales,
- les moyens de renforcer le suivi des flux de financement destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales, en vue d'améliorer la transparence, la coordination, le dialogue et les stratégies.

Le résultat attendu est un ensemble de recommandations exploitables pour :

¹¹ Voir le portail D de l'IITA [ici](#)

¹² Voir le rapport complet [ici](#)

¹³ Voir le texte intégral du plan d'action à l'échelle du système [ici](#)



- Renforcer le dialogue, la coordination et la complémentarité entre les acteurs clés qui travaillent à l'amélioration du suivi des financements destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales,
- Systématiser et institutionnaliser le suivi des flux de financement destinés aux Peuples Autochtones et aux communautés locales.

ORGANISATION DE L'ATELIER

L'atelier est organisé par l'Alliance mondiale des communautés territoriales¹⁴ et Charapa¹⁵ avec le soutien d'Indigenous Peoples Rights International, International Funders of Indigenous Peoples, Rainforest Foundation Norway, Rainforest Foundation US, Rights and Resources Initiative, Tinta, le Programme des Nations unies pour le développement et l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones. L'atelier est organisé avec le soutien financier de la Fondation Ford, de la Fondation David et Lucile Packard et du Fonds Christensen.

L'atelier réunira environ 50 participants, dont des personnes ressources clés issues des Peuples Autochtones, des communautés locales, des donateurs bilatéraux, des organisations philanthropiques, des agences multilatérales, des organisations de la société civile ainsi que des institutions ayant un mandat et un rôle dans le suivi du financement du développement, du climat et de la biodiversité.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Birgitte Feiring à l'adresse suivante: bfeiring@gmail.com

¹⁴ <https://globalalliance.me>

¹⁵ Voir : www.charapa.dk